
Violence politique et « permanence » de l'état de droit : les guerres civiles libanaises entre 1967 et 1990

Elle Kheir



Édition électronique

URL : <https://journals.openedition.org/annuaire-ehess/17813>

ISSN : 2431-8698

Éditeur

EHESS - École des hautes études en sciences sociales

Édition imprimée

Date de publication : 1 janvier 2006

Pagination : 617-618

ISSN : 0398-2025

Référence électronique

Elle Kheir, « Violence politique et « permanence » de l'état de droit : les guerres civiles libanaises entre 1967 et 1990 », *Annuaire de l'EHESS* [En ligne], | 2006, mis en ligne le 01 avril 2015, consulté le 20 mai 2021. URL : <http://journals.openedition.org/annuaire-ehess/17813>

Ce document a été généré automatiquement le 20 mai 2021.

EHESS

Violence politique et « permanence » de l'état de droit : les guerres civiles libanaises entre 1967 et 1990

Elle Kheir

Elle Kheir

- 1 AVANT 1967, le Liban a connu d'autres conflits sanglants. L'analyse rapide de ces conflits était nécessaire pour être en mesure de vérifier notre hypothèse de départ, à savoir que les structures communautaires au Liban n'ont cessé de se consolider depuis, au moins, la création du Grand Liban en 1920.
- 2 Nous avons entrepris ensuite l'analyse des différentes étapes de la période 1975-1990.
- 3 Notamment, la période d'installation des structures étatiques palestiniennes entre 1967 et 1982, au détriment du pouvoir de l'État libanais. L'alliance des partis dits islamo-progressistes avec l'OLP, n'a fait que réduire encore plus l'autorité de cet État. La prolifération des milices communautaires entre 1975 et 1982 entraîna une paralysie presque totale de l'État.
- 4 L'Invasion israélienne (juin 1982) a mené à terme, à partir de l'automne 1983, l'affirmation du pouvoir des milices sur des territoires bien délimités ainsi que des conflits intercommunautaires (chi'ito-chi'ites, maronito-maronites...).
- 5 En 1989, après quinze ans de conflits sanglants, l'Accord de Taef a mis un terme « aux guerres civiles ». Cet accord rééquilibre simplement l'ancien système en accordant un peu plus de pouvoirs aux musulmans. Par contre, il intègre dans la constitution « réformée » le principe du partage du pouvoir sur une base communautaire. Ce qui consolide le pouvoir des communautés ainsi que leur emprise sur leurs « sujets », croyants ou athées.

- 6 L'occupation syrienne du Liban, bénie par le monde arabe et les États-Unis au lendemain de la guerre de libération du Koweït en 1991, n'a fait que renforcer la consolidation du pouvoir communautaire par une stratégie délibérée de l'État syrien qui concevait le Liban comme partie Intégrante de « son espace historique ».
 - 7 Comment expliquer, non seulement la progression continue du pouvoir communautaire dans l'espace politique libanais mais également sa progression dans l'ensemble de l'espace politique proche-oriental ?
 - 8 Notre hypothèse est la suivante : le modèle de l'État-nation construit au lendemain de la Première Guerre mondiale a servi à délimiter le territoire des nouveaux États édifiés sur les décombres de l'empire ottoman, à élaborer des constitutions démocratiques... Les pouvoirs communautaires se sont montrés extrêmement solides en s'intégrant dans le nouveau cadre juridique libéral (Liban) tant et aussi longtemps que ce cadre renforce leur pouvoir. Le cas échéant, ces communautés sont en mesure de se replier sur leurs structures autonomes de pouvoir en passant par des guerres civiles.
 - 9 Ainsi, rendre les guerres civiles difficiles sinon impossibles au Liban, ne pourra se faire que par la déconstruction progressive de ces structures de pouvoir communautaires.
-

INDEX

Thèmes : Histoire, Monde méditerranéen